
**Comité préparatoire
de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2010**

30 avril 2007
Français
Original : anglais

Première session

Vienne, 30 avril-11 mai 2007

**Mesures visant à promouvoir la création d'une zone
exempte d'armes nucléaires dans la région
du Moyen-Orient et la réalisation des buts et objectifs
de 1995 sur le Moyen-Orient**

Rapport présenté par l'Australie

1. L'Australie appuie pleinement la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes de destruction massive et de vecteurs, qui soit effectivement vérifiable. Elle s'est associée tous les ans au consensus dégagé à l'Assemblée générale des Nations Unies en faveur de la résolution demandant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région.
2. L'Australie, qui appuie l'universalité du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, n'a cessé de demander à tous les États qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer au Traité en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires.
3. Le Protocole additionnel prévoyant le renforcement des garanties de l'AIEA offre aux États de la région du Moyen-Orient une occasion majeure d'instaurer la confiance. L'Australie se réjouit de voir que la Jamahiriya arabe libyenne a signé un protocole additionnel en mars 2004 et l'a ratifié en août 2006. Elle continuera d'insister auprès des États du Moyen-Orient pour qu'ils concluent le Protocole additionnel au plus tôt et sans condition. Il est dans l'intérêt de tous les pays de la région de renforcer le système de garanties pour empêcher l'émergence de nouveaux États dotés d'une capacité nucléaire.
4. L'Australie s'est félicitée de l'adoption par le Conseil de sécurité des résolutions 1696 (2006), 1737 (2006) et 1747 (2007), par lesquelles le Conseil a appuyé, puis imposé à l'Iran, l'obligation de suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium, comme l'exigeait le Conseil des gouverneurs de l'AIEA. Elle souscrit aux décisions prises par ce dernier au sujet du programme nucléaire iranien, et notamment à la résolution qu'il a adoptée en septembre 2005, déclarant que les nombreux manquements de l'Iran à ses obligations au titre de l'accord de garanties du TNP constituaient des cas de non-respect au regard de l'article XII.C du Statut de l'Agence. En février 2006, elle a aussi fermement appuyé la résolution dans laquelle



le même conseil demandait au Directeur général de l'Agence de rendre compte au Conseil de sécurité des mesures qu'il avait prescrites à l'Iran. L'Australie s'est jointe à la communauté internationale pour demander instamment à l'Iran d'apaiser les préoccupations persistantes de la communauté internationale concernant son programme nucléaire. L'Iran doit sans plus attendre coopérer sans réserve avec l'AIEA en vue de résoudre les questions en suspens concernant son programme nucléaire.

5. Si les pays du Moyen-Orient doivent prendre l'initiative de créer dans la région une zone exempte d'armes de destruction massive et de vecteurs, leur adhésion aux traités et instruments existants serait certainement un premier pas sur cette voie. L'Australie contribue à cet objectif en faisant campagne pour la ratification universelle du Traité pour la non-prolifération des armes nucléaires, du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, de la Convention sur les armes biologiques et de la Convention sur les armes chimiques et en soutenant activement le Code de conduite international contre la prolifération des missiles balistiques, adopté à La Haye.

6. L'Australie participe activement aux efforts visant à obtenir l'application universelle du système de garanties nucléaires, au Moyen-Orient et ailleurs.

7. L'Australie soutient la communauté internationale, y compris les États-Unis d'Amérique, le Quatuor (États-Unis, Fédération de Russie, Union européenne et Organisation des Nations Unies), la Ligue des États arabes et les pays de la région comme l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Jordanie, qui s'emploient à relancer le processus de paix au Moyen-Orient. Elle demande au Gouvernement palestinien d'unité nationale de respecter les principes énoncés par le Quatuor. Elle continue de soutenir un règlement du conflit israélo-palestinien prévoyant deux États, reconnaissant le droit d'Israël d'exister en paix et répondant aux aspirations légitimes du peuple palestinien.
